



AMPLIFIONS LA MOBILISATION LE 02

M Lecornu comme ses prédécesseurs s'entête à vouloir poursuivre la même politique au service des actionnaires, en faisant payer les travailleuses et les travailleurs, les privé·e·s d'emploi, les retraité·e·s.

Pourtant jamais un 1er ministre et un président n'ont été aussi minoritaires et fragilisés. Leurs politiques inégalitaires, de casse sociale ne sont plus acceptées dans l'opinion publique. La colère sociale est énorme. Après le 10 septembre puis le 18 qui a réuni plus d'un million de manifestant·e·s, c'est une nouvelle journée massive de grève et manifestations qui s'organise. À nous de reprendre la main ! Construi-

sons une mobilisation d'ampleur pour gagner une politique à la hauteur de l'urgence sociale et environnementale ! RDV dans la rue le 02 octobre :

- Nantes : 10h30 miroir d'eau
- St Nazaire : 10h30 place de l'Amérique latine
- Ancenis : 10h00 station Esso
- Châteaubriant : 10h30 rd point de la ville en bois
- Clisson : 10h00 parvis de la gare

DOGE A LA FRANÇAISE ?

Si notre nouveau premier ministre n'a pas encore fait grand-chose, les signaux émis sont alarmants. Il entend engager une énième révision de l'organisation de l'État ! La Mission « État Efficace » est créée. Dépendant directement du premier ministre, cette « équipe resserrée et agile » va bombarder en continu des propositions pour « une meilleure organisation du service public ». Cela veut dire donner encore des coups de tronçonneuse dans les services de l'État.

Il se vante d'avoir déjà acté « la suppression de trois délégations interministérielles, d'une délégation ministérielle, d'une délégation générale, d'un coordonnateur national et d'un poste de délégué interministériel ». Bref toujours la même rengaine, si ça ne marche pas, c'est un problème d'organisation donc réorganisons et supprimons des emplois.

On connaît déjà le résultat : une aggravation de la situation !

HÔPITAL QUI VA MAL

Pour compléter notre article paru dans notre précédent numéro, quelques chiffres.

L'hôpital public c'est 1,2 million de professionnel·les, 200 métiers. Il réalise 80 % de l'hospitalisation – réanimation, 85 % de la permanence des soins, continuité des soins. Il finance 69 % des dépenses des soins, 100 % des greffes, 80 % de la recherche publique.

Dans les 2 dernières décennies l'hôpital public a perdu 12 milliards d'€. Entre 2009 et 2019 les soins ont augmenté de 19 %, les effectifs de 4%. Et, NON il n'y a pas 30 % de personnel administratif. Il y en a 10,6 %, dont la moitié de secrétaires médicales (contre 13,6 % dans le privé). Sur l'absentéisme (en baisse) : on compte les maternités dans les absences, or il y a 79 % de femmes.

Si on veut améliorer la situation, il faut sortir de la logique de la gestion de l'hôpital comme une entreprise et se donner les moyens de répondre aux besoins !

FONCTIONNAIRES IMPRODUCTIFS

Le débat autour de la Taxe Zucman a provoqué une crise d'urticaire à Pierre Gattaz, ancien président du Medef. C'est le même Pierre Gattaz qui avait promis la création d'un million d'emplois en échange d'une baisse massive d'impôts. Or entre 2013 et 2017, le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) n'a pourtant créé ou sauvegardé qu'environ 100 000 emplois, pour un coût total de

« On ne veut plus d'aides [...] ça fait que des fonctionnaires vont vous imposer des choses, vont vous contrôler, vous surveiller [...] »

On a des tas de gens improductifs, qu'on appelle l'administration.

Je ne suis pas d'accord pour que les improductifs soient plus nombreux que les productifs. »

Pierre Gattaz,
ancien président du Medef
et invité de l'émission
Complément d'enquête
consacrée aux
multinationales



plus de 100 milliards d'euros.

Comme le dit Arnaud Bontemps du collectif « nos Services publics », cette somme aurait pu financer deux fois plus d'emplois publics dans des secteurs essentiels comme la santé, l'éducation ou la bifurcation écologique. Quant aux missions de contrôle de l'État, elles sont primordiales pour assurer la protection des populations (notamment contre les multinationales!). Elles sont d'ailleurs largement sous-dotées, que ce soit à l'inspection du Travail ou au contrôle fiscal. La France a le triste record des morts au travail d'un côté, et se fait voler des dizaines de milliards d'€ de TVA chaque année. Il est temps de renforcer les services publics en mettant à contributions les plus riches. C'est urgent.